



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général
Service de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et de la concertation publique

Arrêté n° 2022 – 057 - MQ

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL MODIFIANT
LES PRESCRIPTIONS APPLICABLES À L'ÉTABLISSEMENT
DE VALORISATION DE DÉCHETS
EXPLOITÉ PAR LA SOCIÉTÉ SUEZ RV MÉTAUX NON FERREUX
AU LIEU-DIT « LE GRAND CHEMIN » SUR LA COMMUNE D'ISIGNY LE BUAT**

LE PREFET DE LA MANCHE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'Environnement et notamment le titre VIII du livre 1er et les titres 1er et 4 du livre V ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 fixant les prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique ICPE n° 2716 ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2003 autorisant la société SIREC à exploiter un établissement de recyclage de déchets au lieu-dit « Le Grand Chemin » sur la commune d'Isigny le Buat, modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2019 ;

VU le courrier du 22 juillet 2021 par lequel la société Suez RV Métaux Non Ferreux, ayant fait droit à la société SIREC, porte à la connaissance du préfet de la Manche son intention de modifier certaines activités exercées sur le site, et le dossier technique accompagnant ce courrier ;

VU les compléments apportés le 25 janvier 2022 par la société Suez RV Métaux Non Ferreux à son dossier de porter-à-connaissance susmentionné suite aux demandes de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis exprimé par le service départemental d'incendie et de secours le 11 février 2022 ;

VU l'avis du conseil municipal d'Isigny le Buat en date du 3 février 2022 ;

Préfecture de la Manche – BP 70522 – 50002 SAINT-LÔ – Tél. : 02.33.75.49.50 – Mél. : prefecture@manche.gouv.fr

Accueil du public les lundi, mardi, jeudi et vendredi ;

• Bureau des migrations et de l'intégration ; uniquement sur rendez-vous

• point accueil numérique de 8h30 à 12h30 uniquement sur rendez-vous¹

Accueil général ouvert du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 14h00 à 17h00



VU le courriel du 14 février 2022 par lequel la société SUEZ RV Métaux Non Ferreux fait part de ses observations sur les avis émis susmentionnés ;

VU le rapport et les propositions en date du 14 février 2022 de l'Inspection des installations classées ;

VU l'avis en date du 3 mars 2022 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) de la Manche au cours duquel le demandeur a été entendu ;

VU le courrier de l'exploitant, en date du 11 mars 2022, renonçant à mettre en place une activité de transit d'ordures ménagères résiduelles sur le site, mais souhaitant utiliser la case couverte prévue pour le tri et le transit de déchets d'activités économiques ;

VU le projet d'arrêté notifié le 25/03/2022, à l'exploitant, dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU les observations émises par l'exploitant, en date du 5 avril 2022, sur le projet d'arrêté proposé ;

CONSIDÉRANT CE QUI SUIT :

- la société Suez RV Métaux Non Ferreux souhaite mettre en place dans la zone sud de son site, en lieu et place de 6 cases d'entreposage à ciel ouvert de métaux divers, 1 case couverte de transit de 146 m³ d'ordures ménagères et 2 cases couvertes de transit et tri de 1008 m³ au total de déchets d'activités économiques et encombrants de déchèteries ;
- en raison de la nature de ces déchets, ces nouvelles activités relèvent du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2716 de la nomenclature ICPE ;
- la société Suez RV Métaux Non Ferreux a indiqué lors de la séance du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 3 mars 2022 qu'elle renonce finalement à mettre en place une activité de transit d'ordures ménagères résiduelles sur le site, mais souhaite utiliser la case couverte prévue pour le tri et le transit de déchets d'activités économiques ;
- la société Suez RV Métaux Non Ferreux a fourni le 7 mars 2022 les éléments actualisant le calcul des garanties financières et la modélisation des effets thermiques en cas d'incendie, du fait de l'évolution de son projet ;
- ces éléments ne montrent pas d'évolution significative de l'analyse faite par l'inspection des installations classées et présentée lors de la séance du 3 mars 2022 ;
- nonobstant l'ajout de la rubrique ICPE n° 2716, ces activités n'entraînent pas de modifications substantielles des impacts globaux du site dans son ensemble, en particulier des points de vue du trafic routier généré, des incidences olfactives et paysagères et des rejets aqueux au milieu naturel, dès lors que des dispositions spécifiques sont imposées pour encadrer l'exploitation ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2019, fixant les prescriptions applicables à la société SUEZ Recyclage Valorisation Métaux Non Ferreux pour l'exploitation de son établissement situé ZA Le Grand Chemin 50540 ISIGNY-LE-BUAT, sont complétées et modifiées par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 – Les dispositions de l'article 1.1.2 de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2019 sont remplacées par celles qui suivent, pour ce qui concerne l'alinéa décrivant les activités exercées au sud du site :

« * AU SUD

- une zone d'entreposage composée de 6 alvéoles extérieures et non couvertes de métaux ferreux, un local fermé pour les métaux non ferreux, 2 bennes pour les batteries, trois cases extérieures couvertes pour le transit et le tri de déchets d'activités économiques et d'encombrants de déchèteries, et deux aires pour les DEEE,
- une zone de valorisation comprenant un bâtiment de stockage des papiers/cartons, des alvéoles extérieures de stockage caoutchouc/plastiques/bois A/bois B/pneumatiques, une unité fixe « TDF » de broyage de pneumatiques usagés, bois et emballages vides (composée d'un pré-broyeur, de 2 broyeurs et d'une table de répartition),
- une cuve aérienne double peau de 5 m³ de gazole non routier avec équipement de distribution pour l'avitaillement des engins,
- une zone dédiée à la flotte de collecte et transport :
 - une aire de stationnement des bennes et poids lourds ;
 - un atelier de réparation pour poids lourds sous bâtiment de 1300 m² ;
 - une aire de distribution de gazole, avec cuve enterrée de 50 m³ ;
 - une aire de lavage haute pression ;
- 2 réserves incendie de type bâches souples de 240 m³ chacune,
- un bassin de tamponnement et confinement des eaux de ruissellement avant leur rejet à l'extérieur du site, d'un volume de 2300 m³. »

ARTICLE 3 – Le deuxième alinéa de l'article 1.1.3 de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2019 est remplacé par le suivant :

« De même, les différentes aires de stockage des déchets sont suffisamment éloignées de limites de l'établissement pour que les effets irréversibles et létaux soient maîtrisés à l'intérieur. En particulier, les stocks de bois à broyer, de bois broyé, de pneumatiques usagés, encombrants, DIB, papier/carton (zone sud) et de broyats de plastique (zone nord) sont implantés conformément aux hypothèses de calcul décrites dans le dossier de janvier 2018, tel que modifié en septembre 2018 et juillet 2019, et tel que complété dans le porter-à-connaissance de juillet 2021. »

ARTICLE 4 – A l'article 1.1.4 de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2019, il est ajouté les termes « et modifiée selon le porter-à-connaissance de juillet 2021 » après « dans sa version complétée en septembre 2018 et février 2019 ».

ARTICLE 5 – Le tableau listant les rubriques ICPE concernées par l'exploitation du site, tel qu'il figure à l'article 2.1.1.2 de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2019, est remplacé par le suivant :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime*
3532	<p>Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants 	<p>520 t/j en partie nord 50 t/j en partie sud, soit un total de 570 t/j</p>	A
2718	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793.</p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges</p>	<p>25 tonnes en partie nord 20 tonnes en partie sud, soit un total de 45 tonnes</p>	A
2791	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.</p> <p>La quantité de déchets traités étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 10 t/j</p>	<p>520 t/j en partie nord 50 t/j en partie sud, soit un total de 570 t/j</p>	A
2714	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m³</p>	<p>16 490 m³ :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 9150 m³ en partie sud : 1200 m³ de cartons, 4800 m³ de pneus usagés à broyer, 450 m³ de plastiques autres déchets de caoutchouc à broyer, 540 m³ de broyats de pneus, plastiques et caoutchouc, 1680 m³ 	E

<i>Rubrique</i>	<i>Libellé de la rubrique</i>	<i>Caractéristiques de l'installation</i>	<i>Régime*</i>
		de bois broyés et à broyer, 300 m ³ de déchets divers à trier, 90 m ³ de déchets de big-bags, 90 m ³ de déchets de housses. - 7 340 m ³ de broyats de plastiques en partie nord	
2716	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur à 1000 m ³	1154 m ³ en zone Sud de déchets d'activités économiques en mélange et encombrants de déchèteries	E
2713	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m ²	11 775 m ² (660 m ² en partie sud, le reste en partie nord)	E
2711	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719 Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	235 m ³ dont 190 m ³ en partie sud	DC
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	25 tonnes en partie nord 20 tonnes en partie sud, soit un total de 45 tonnes	NC
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de	En partie nord : 1 cuve aérienne de gazole de 5 m ³ En partie sud : 1 cuve aérienne de gazole de 5 m ³ + 1 cuve enterrée	NC

Rubrique	Libellé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime*
	substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total 2. Pour les autres stockages : c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	de gazole de 50 m ³ Soit au total 50,45 tonnes	
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total.	Volume annuel maximal de carburant : 445 m ³ .	NC
2710.1	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant inférieure à 1 t	0,9 t en partie nord (batteries, DEEE...)	NC
2710.2	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³	20 m ³ en partie nord	NC
2930-1	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie : 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur : b) La surface de l'atelier étant supérieure à 2 000 m ² , mais inférieure ou égale à 5 000 m ²	1300 m ² en partie sud	NC

* A : installations soumises à autorisation
E : installations soumises à enregistrement (autorisation simplifiée),
D : installations soumises à déclaration,

DC : installations soumises à déclaration avec obligation de contrôle périodique,
NC : installations non soumises au cadre réglementaire.

ARTICLE 6 – La liste des déchets non dangereux valorisables admissibles sur le site, figurant au quatrième point du premier alinéa de l'article 2.1.1.3 de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2019 est remplacée par :

«

- déchets non dangereux valorisables : papiers, cartons, plastiques, bois de type A ou B, déchets d'activités économiques en mélange ou assimilés, encombrants de déchèteries »

Les deuxième et troisième alinéas de ce même article sont modifiés comme suit :

« Les déchets acceptés peuvent provenir de l'ensemble du territoire national (territoires d'Outre-Mer inclus) et de l'international, à l'exception :

- des déchets de papiers, cartons, bois, déchets d'activités économiques et assimilés, qui ne proviennent que de la région Normandie et des autres départements limitrophes à la Manche (Ille-et-Vilaine, Mayenne),
- des encombrants de déchèteries, qui ne peuvent provenir que de collectes réalisées dans la Manche et à moins de 30 km du site.

Les installations de valorisation des câbles sont exploitées en rythme continu du lundi au vendredi. Les autres installations sont exploitées de 08h00 à 17h30 du lundi au vendredi. Le comptoir à métaux en zone nord est ouvert au public de 09h00 à 17h30 aux mêmes jours. »

ARTICLE 7 – Les dispositions de l'article 2.1.2.2-b) « Montant des garanties financières » de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2019 sont remplacées par :

« Le montant initial des garanties financières, défini sur la base de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif au calcul des garanties financières, est fixé à **334 873 € TTC**, selon le calcul suivant :

$$M = Sc \times [Me + Alpha \times (Mi + Mc + Ms + Mg)]$$

M : montant total des garanties financières

Sc : coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier [=1,10]

Me : montant relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation [= 194 425,13 €]

Mi : montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange [= 8700 €]

Mc : montant relatif à la limitation des accès au site [= 870 €]

Ms : montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement [= 70 000 €]

Mg : montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent [= 15 360 €].

Alpha = (Index / Index0) * (1+TVA)/(1+TVA0) avec Index0 = 667,7, TVA0 = 19,6% , Index = (indice TP01 de novembre 2021 publié au JO du 18 février 2022) x (coefficient de raccordement) = 118,8 x 6,5345
et TVA = 20 %. » Soit Alpha = 1,1588 »

ARTICLE 8 – Les dispositions du neuvième alinéa de l'article 2.3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2019 sont remplacées par :

« L'entreposage à l'air libre de matières pulvérulentes, odorantes ou fortement évolutives est interdit. L'exploitant prend toutes les dispositions pour éviter les envols de poussières depuis les stocks de déchets, notamment les broyats de plastiques et résidus de broyage. Ceux-ci sont stockés à l'intérieur de bâtiments ou, lorsque cela n'est pas réalisable, abrités dans la mesure du possible des intempéries par un dispositif de couverture et des parois de protection.

En outre, l'exploitant veille à limiter voire supprimer les envols susceptibles de se produire depuis les cases d'entreposage des déchets d'activités économiques.

À cette fin, l'exploitant effectue avant chaque arrêt hebdomadaire de ces activités sur la zone sud (soit, en général, le vendredi après-midi) un examen visuel des abords de cette zone et procède au ramassage des éventuels déchets envolés. Les résultats de l'examen visuel hebdomadaire sont reportés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

ARTICLE 9 – Il est ajouté un septième alinéa à l'article 2.5.1.5 de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2019 :

« Les chargements d'encombrants de déchèteries et de déchets d'activités économiques en provenance ou à destination du site évitent dans la mesure du possible d'emprunter la route départementale n° 47 dans sa partie traversant le centre-bourg d'Isigny le Buat. L'exploitant justifie du respect de cette disposition notamment à partir des contrats passés avec les transporteurs desdits déchets. »

ARTICLE 10 – Il est ajouté l'alinéa suivant à l'article 2.7.2.3 « Suivi des plaintes » de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2019 :

« Ce registre de suivi, qui peut être tenu sous la forme d'un outil dématérialisé et partagé, est transmis au maire de la commune d'Isigny le Buat sur sa demande.

L'exploitant est par ailleurs en permanence en mesure de fournir des extraits de ce registre à l'inspection des installations classées. »

ARTICLE 11 – Le titre de l'article 2.9.2 est remplacé par « Comptoir nord d'apport volontaire ».

Dans ce même article, au point c), les termes « Les 2 « comptoirs » ne comportent pas » sont remplacés par « Le « comptoir » ne comporte pas ».

ARTICLE 12 – Il est ajouté un article 2.9.3 « Tri/transit de déchets d'activités économiques et encombrants de déchèteries » à l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2019 :

« En complément des dispositions fixées aux articles 1.1.3, 2.1.1.3, 2.2.3.3, 2.3.1.1, 2.3.2 et 2.4.4.6 du présent arrêté, les activités de tri/transit de déchets d'activités économiques et encombrants de déchèteries respectent les dispositions suivantes :

- Les déchets d'activités économiques et encombrants de déchèteries en attente et en cours de tri sont entreposés sur une surface au sol d'environ 224 m², et en tout point des stocks, la hauteur ne dépasse pas 3 mètres. Cet entreposage est effectué dans deux cellules entourées sur 3 côtés de modulo-blocs béton de hauteur 4 mètres, surplombés par un auvent en forme de demi-lune. Au faîtage, la structure s'élève à 9,4 pour la première cellule et 12,45 m pour la seconde, hauteurs prises par rapport au sol.

- Les fractions valorisables issues du tri des déchets d'activités économiques et encombrants de déchèteries sont entreposées sur une surface au sol d'environ 160 m², et en tout point des stocks, la hauteur ne dépasse pas 3 mètres. Ces stocks sont entreposés dans une case séparée en 2 cellules entourées sur 3 côtés de modulo-blocs béton de hauteur 4 mètres ; la case est surplombée par un auvent en forme de demi-lune. Au faitage, la structure s'élève à 12,45 m par rapport au sol.

Ces aménagements sont réalisés dans le respect des autres réglementations et notamment des dispositions d'urbanisme applicables. »

ARTICLE 13 : Le reste demeure sans changement.

ARTICLE 14 : PUBLICATION

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté est déposé à la mairie d'Isigny-le-Buat et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'Isigny-le-Buat pendant une durée minimum d'un mois. Un certificat d'affichage du maire attestera l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Manche www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 15 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré devant le Tribunal administratif de Caen (3 Rue Arthur Le Duc – BP 25086 - 14050 CAEN cedex 4) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairie dudit acte dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du même code,
- la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans la Manche prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

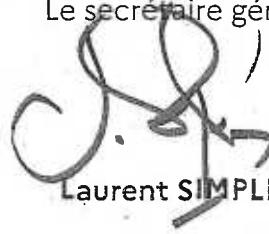
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 16 : EXECUTION

Le secrétaire général, la maire d'Isigny-le-Buat, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspecteur de l'environnement chargé des installations classées et le directeur délégué de la société SUEZ RV Métaux Non Ferreux, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SUEZ RV Métaux Non Ferreux.

Saint-Lô, le 26 AVR. 2022

Pour le préfet,
Le secrétaire général,



Laurent SIMPLICIEN

Pour copie transmise à :

- M. le directeur délégué de la société SUEZ RV Métaux Non Ferreux
- Mme la maire d'Isigny-le-Buat
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie - 10 boulevard Général Vanier – 14000 CAEN
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie – Unité départemental de la Manche

Pour le préfet,
la cheffe de service,



Véronique NAËL

